

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Débats animés à l'OMC au sujet des prochaines étapes

Deux journées de discussions intenses ont eu lieu à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) les 7 et 8 mai

La journée du lundi 7 mai était vouée à une réunion informelle des chefs de délégation où l'ensemble des Membres ont débattu, entre autres choses, des récentes tensions commerciales ainsi que du statut des négociations et de la voie à suivre dans certains groupes de négociation.

La réunion du Conseil général du 8 mai a porté sur les préoccupations de la Chine eu égard aux récentes mesures commerciales prises par les États-Unis concernant les articles 232 et 301 ainsi que sur le blocage continu de la sélection de nouveaux membres à l'Organe d'appel (OA).

Chefs de délégation

Pratiquement tous les membres ont exprimé leurs préoccupations relativement aux tensions commerciales croissantes et au blocage de la sélection des juges à l'OA. Concernant le premier enjeu, M. Azevêdo a mis en garde les Membres contre le risque d'une grave escalade. « Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter d'emprunter ce chemin et de prendre des mesures qui seront difficiles à renverser », a-t-il déclaré à l'ensemble des Membres.

M. Azevêdo a évité de nommer les États-Unis, qui sont au milieu de tensions commerciales en raison des droits tarifaires qu'ils ont imposés unilatéralement sur l'acier et l'aluminium. M. Azevêdo a indiqué avoir parlé à des joueurs clés de cet enjeu et les a exhortés à être très prudents dans leurs agissements. Il a mentionné que certains ont tiré profit de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC pour contester la proclamation instaurant des tarifs par les États-Unis. C'est le cas de la Chine, de l'Union européenne et de l'Inde, qui ont toutes demandé à tenir des consultations avec les États-Unis.

« Le système a été mis en place pour résoudre ces problèmes de manière à prévenir une escalade future; il est donc juste que les membres l'utilisent », a affirmé M. Azevêdo, ajoutant que le plus important est que les Membres échangent entre eux pour essayer de trouver des solutions.

Parlant de l'ORD, M. Azevêdo a souligné qu'« il est également très important que les Membres travaillent pour résoudre l'impasse concernant les nominations à l'Organe d'appel », sans quoi ils courent le risque de « compromettre grandement l'ensemble du système commercial multilatéral ».

Les États-Unis se sont opposés au lancement du processus de sélection pour nommer de nouveaux membres à l'OA, affirmant que l'organe remanie les règles du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends sans le consentement des Membres. Les États-Unis ont affirmé qu'ils veulent que l'enjeu de la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel – qui permet aux anciens membres de l'OA de poursuivre leur travail sur des dossiers même si leur mandat est terminé – soit résolu avant d'aller de l'avant avec le processus de sélection. Le représentant pour le commerce des États-Unis a soulevé l'enjeu dans le programme de politiques commerciales de 2018 du président américain. Cette dysfonction du système a mené certains Membres à croire qu'ils peuvent obtenir ce qu'ils veulent au moyen de litiges plutôt que de négociations, ont déclaré les États-Unis.

Le président de l'OA, l'ancien ambassadeur de l'Inde auprès de l'OMC, M. Ujal Singh Bhatia, n'est pas d'accord avec les États-Unis sur cette question, c'est-à-dire « la suggestion que l'affaiblissement de l'Organe de règlement des différends de l'OMC aiderait à revitaliser sa fonction de négociation ».

« La perspective de s'entendre sur de nouvelles règles commerciales multilatérales perdrait beaucoup de son attrait si les Membres négociateurs n'étaient pas sûrs de la mise en application efficace et raisonnée de ces règles. Par conséquent, la paralysie de l'OA jetterait une ombre profonde sur le fonctionnement continu du système commercial multilatéral dans son ensemble », a déclaré M. Bhatia lors d'un discours prononcé à la mise à jour annuelle sur le règlement des différends tenue le 3 mai.

Il n'y a maintenant plus que quatre Membres à l'OA et depuis février 2017, les États-Unis refusent d'entamer le

processus de nomination pour les trois nouveaux juges de l'OA, et ce, malgré une demande conjointe déposée par plus de 60 Membres de l'OMC pour lancer le processus. Depuis, huit nouveaux appels ont été déposés, et le secrétariat de l'OMC prévoit que plus de dix rapports de groupes spéciaux seront publiés cette année, a affirmé M. Bhatia.

« À moins que les Membres de l'OMC prennent une mesure ferme et immédiate pour remédier à la situation, il pourrait bientôt devenir impossible de former des sections de l'OA qui comprennent trois membres, paralysant ainsi les procédures d'appel », a ajouté le président de l'OA.

Groupes de négociation

Les Membres ont également abordé le statut de divers groupes de négociation. À ce sujet, les opinions des Membres divergeaient fortement, particulièrement en ce qui concerne le développement. Les Membres ont noté les avancées inégales dans les groupes de négociation, et alors que tous ont convenu d'aller de l'avant avec les subventions pour la pêche dans l'objectif de parvenir à un accord d'ici la CM12, d'autres groupes font face à un chemin plus sinueux.

C'est le cas du groupe de négociation sur l'agriculture, qui s'est réuni sans voie précise à suivre, puisque certains Membres souhaitent toujours fonder les pourparlers sur le programme de Doha pour le développement alors que d'autres s'y opposent. On ne sait pas trop encore comment les choses vont évoluer à ce sujet, a affirmé une source.

Le président du groupe, l'ambassadeur du Guyana auprès de l'OMC, John Deep Ford, qui a été nommé le 9 avril 2018 en remplacement de l'ambassadeur kényan Stephen Karau, a soumis six questions auxquelles les Membres doivent réfléchir.

En voici quelques-unes :

- Quelle est la meilleure façon de procéder quant aux négociations sur l'agriculture, considérant les leçons apprises de la CM11?
- Quel pourrait être l'échéancier et quand les Membres devraient-ils commencer les discussions?
- Quels enjeux sont des priorités pour les Membres et comment peut-on aborder la question du développement de pair avec le besoin d'accroître la vérification et les avis?

Le nouvel ambassadeur américain auprès de l'OMC, Dennis Shea, a affirmé qu'il connaît l'importance que les Membres accordent au leadership des États-Unis et qu'il demeure prêt à collaborer avec les autres pour faire avancer le travail, particulièrement en ce qui concerne l'agriculture et le cybercommerce.

Cependant, l'OMC se trouve dans un état critique puisque l'organisation doit améliorer plusieurs choses, comme les discussions sur le développement qu'il a décrites comme étant « dérangeantes ». Les États-Unis, a-t-il ajouté, s'opposent au système d'autodésignation – selon lequel un pays donné se désigne lui-même comme étant un pays en développement et profite du traitement spécial et différencié qui s'y rattache. La probabilité d'un résultat multilatéral demeure mince si la question de l'autodésignation n'est pas abordée adéquatement, a déclaré M. Shea.

De nombreux Membres ont pris la parole pour réitérer leur engagement envers le système commercial multilatéral et la nécessité de résoudre l'impasse de l'OA. La plupart d'entre eux (y compris le Canada et 40 autres pays) ont approuvé un énoncé conjoint présenté par la Suisse et mettant en garde contre la hausse des tensions commerciales et les « risques de croissance du protectionnisme », les difficultés à conclure les négociations, et la divergence des positions sur le commerce et le développement. Le groupe a encouragé « les Membres à résoudre leurs différends par le dialogue et la collaboration, notamment en utilisant les organes de l'OMC et, le cas échéant, en ayant recours à l'Organe de règlement des différends de l'OMC ». Ils souhaitent également « pourvoir tous les postes vacants actuels et à venir à l'Organe d'appel sans tarder. »

« Nous en sommes toujours aux premières étapes de notre travail de l'après Buenos Aires, mais je suis très optimiste de voir les Membres se rencontrer et échanger », a déclaré M. Azevêdo à l'ensemble des Membres concernant le travail actuel mené dans les groupes de négociation, exhortant les Membres à garder un sens de l'urgence, particulièrement dans des domaines comme les subventions pour la pêche et la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, producteursdepoulet.ca, producteursdoeufs.ca, leseleveursdedindonduncanada.ca, chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

